



## COMMUNE DE CONTES

### ARRÊTE MUNICIPAL Portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Contes

#### LE MAIRE DE CONTES,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 151-43, L. 152-7, R. 153-1 à R. 153-22

**VU** la délibération du Conseil Municipal du 24 janvier 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Contes.

**VU** la demande de M. le Préfet des Alpes Maritimes en date du 29 octobre 2024 qui sollicite la mise à jour du PLU de la commune de Contes liée à l'annexion de la servitude PM8 relative à la création, la continuité, la pérennité et l'entretien des équipements de défense des forêts contre l'incendie (DFCI), à l'actualisation des fiches A5, AS1, I4 et PT2 et à la suppression des fiches SUP A8.

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme approuvé de la commune de Contes est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet ont été actualisées :

- La servitude PM8 relative à la création, la continuité, la pérennité et l'entretien des équipements de défense des forêts contre les incendies (DFCI).
- Les fiches relatives aux servitudes A5, A8, AS1, I4 et PT2.
- 

**ARTICLE 2°/** Le présent arrêté sera affiché en mairie pendant un mois. La mise à jour est effectuée sur les documents tenus à disposition du public aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux à la mairie de Contes

**ARTICLE 3°/** Copie du présent arrêté sera adressé à Monsieur le Préfet des Alpes Maritimes ainsi qu'à M. le Directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

**ARTICLE 4°/** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice, dans un délai de deux mois courant à compter de sa publication.

Fait à Contes, le 26 novembre 2024

Le Maire

Francis TUJAGUE





PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

**ARRETE**  
**CREANT UNE SERVITUDE DE PASSAGE ET D'AMENAGEMENT POUR**  
**ASSURER LA CONTINUITE DES VOIES DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE**  
**SUR LA COMMUNE DE CONTES**  
**Pistes du Redon et du Plantier**

96 - 000504

**Le préfet des Alpes-Maritimes,**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,


- Vu** le code forestier, et notamment ses articles L 321.5.1, R 321.14.1 ;
- Vu** le code de l'expropriation ;
- Vu** la délibération en date du 17 mai 1994 par laquelle le conseil municipal de la commune de Contes a sollicité la création d'une servitude de passage et d'aménagement des pistes du Redon et du Plantier pour assurer la continuité de cette voie de défense des forêts contre l'incendie ;
- Vu** le plan parcellaire des terrains sur lesquels l'établissement de la servitude est nécessaire en vue de l'opération susvisée ;
- Vu** la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux ;
- Vu** le dossier établi par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt et porté à la connaissance du public du 26 août 1996 au 28 octobre 1996 en mairie de Contes ;
- Vu** le rapport de Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 Novembre 1996 ;
- Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

## ARRETE :

- Article 1er -** Une servitude de passage et d'aménagement sur les pistes du Redon et du Plantier pour assurer la continuité de cette voie de défense des forêts contre l'incendie est créée au profit de la commune de Contes selon le plan au 1/2000 annexé au présent arrêté
- Article 2 -** La servitude susvisée porte sur une largeur de 6 mètres correspondant à l'aménagement d'une chaussée et des talus inhérents à celle-ci ainsi que sur le passage sur cette chaussée.
- Article 3 -** La servitude susvisée est supportée par les parcelles dont les références cadastrales sont indiquées dans le tableau annexé au présent arrêté.
- Article 4 -** Les propriétaires de chacun des fonds concernés seront avisés par le maire de Contes, ou par le maître d'oeuvre des travaux d'aménagement, dix jours au moins avant le commencement des travaux d'aménagement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
- Article 5 -** Le présent arrêté sera affiché pendant une durée de deux mois en mairie de Contes et publié au recueil des actes administratifs du département des Alpes-Maritimes.  
Un exemplaire sera adressé au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.  
Notification individuelle en sera faite par le maire de Contes aux propriétaires des fonds concernés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
- Article 6 -** Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de Contes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NICE, le 04 DEC. 1996

Pour le préfet et par délégation :  
le secrétaire général, *adjoint*

  
Hubert BLAISON

# CONTES

## PM<sub>7</sub> – RISQUES NATURELS

**Servitudes relatives à la création, la continuité, la pérennité et l'entretien des équipements de défense des forêts contre les incendies (DFCI)**

### Textes de réglementation générale

- Code forestier : articles L. 134-2 à L.134-3 et R. 134-1 à R. 134-3
- Code de l'urbanisme : art L. 151-43, L. 152-7, R. 151-51 et R. 161-8 ;

### Étendue de la servitude

- La servitude est supportée par les parcelles dont les références cadastrales sont indiquées dans le tableau annexé à l'arrêté préfectoral du 04/12/1996 portant création d'une servitude de passage et d'aménagement sur les pistes du Redon et du Plantier
- La servitude porte sur une largeur de 6 mètres correspondant à l'aménagement d'une chaussée et des talus inhérents à celle-ci ainsi que sur le passage sur cette chaussée.

### Limitation au droit d'utiliser le sol

En application des articles L. 134-2 et R.134-2 du Code forestier, une servitude de passage et d'aménagement peut être instaurée sur les parcelles supportant les équipements de protection et de surveillance des bois et forêts et les abords de ceux-ci.

- Lorsqu'une servitude de passage et d'aménagement a été instituée, il est interdit aux propriétaires de terrains, à leurs ayants droit et aux usagers de modifier la continuité des ouvrages, des aménagements et des travaux de défense des bois et forêts contre l'incendie sans l'accord de la personne morale mentionnée qui a établi cette servitude de passage et d'aménagement ;
- Le bénéficiaire de la servitude peut procéder à ses frais au débroussaillage des abords de la voie ou de l'équipement sur deux bandes latérales sans que le total des largeurs de ces bandes n'excède 100 mètres ;
- Les propriétaires et ayants droit des terrains soumis à la servitude doivent laisser en tout temps au bénéficiaire de ladite servitude, le libre accès aux massifs forestiers pour les moyens de préventions et de lutte contre les incendies de forêts.

### Personne ou service à consulter

Mairie de Contes  
Rue du 8 mai 1945  
06390 Contes

Désignation de la servitude	Actes ayant institué la servitude
Pistes de Redon et du Plantier	– Arrêté du 4 décembre 1993



# CONTES

## A<sub>8</sub> – PROTECTION DES BOIS, FORÊT ET DUNES Servitudes tendant à la protection des bois, forêts et dunes.

### Textes de réglementation générale

- Articles L.142-1 à L.142-4, L.142-7 à L.142-9 et R.142-1 à L.142-13, R.142-21 à R.142-30 du Code Forestier.

### Limitation au droit d'utiliser le sol

- Servitudes résultant des travaux de boisement et de reboisement :
  - Les travaux de restauration et de reboisement sont réalisés et l'entretien assuré à ses frais par la collectivité publique à la demande de laquelle a été prononcée la déclaration d'utilité publique.
  - Les propriétaires peuvent exécuter eux-mêmes les travaux et en assurer l'entretien dans les conditions fixées par une convention à passer entre eux et la collectivité publique à la demande de laquelle a été prononcée la déclaration d'utilité publique.
- Servitudes résultant de la mise en défens des terrains et pâturages en montagne :
  - Interdiction de tout usage du sol pouvant provoquer ou aggraver l'érosion, notamment le pâturage.
  - Pendant la durée de la mise en défens, qui ne peut excéder 10 ans, l'État peut exécuter sur les terrains mis en défens les travaux jugés nécessaires à la consolidation rapide du sol pourvu que ces travaux n'en changent pas la nature, et sans qu'une indemnité quelconque puisse être exigée du propriétaire, à raison des améliorations que ces travaux auraient procurées à sa propriété.
  - S'il apparaît nécessaire de maintenir les terrains en défens après l'expiration du délai de dix ans fixé par [l'article L. 142-2](#), le préfet notifie sa décision aux propriétaires de ces terrains avant la fin de la dernière année.  
Il est alors procédé à l'acquisition des terrains par l'Etat, en vue notamment d'entreprendre la restauration des terrains en montagne, dans les conditions prévues aux [articles L. 142-7](#) et suivants et [R. 142-21 à R. 142-30](#).  
Cette acquisition est réalisée à l'amiable ou par voie d'expropriation dans les formes prescrites par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

### Personne ou service à consulter

- Office national des forêts  
Agence départementale Alpes-Maritimes - Var  
Nice leader Immeuble Apollo  
62 route de Grenoble - BP 3260  
06205 Nice cedex 03

Désignation des périmètres	Actes ayant institué les servitudes
– Voir plan des servitudes d'utilité publique.	– Loi du 26 juillet 1892 déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer.





# CONTES

## PT<sub>2</sub> – TÉLÉCOMMUNICATIONS

**Servitudes de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles**

### Textes de réglementation générale

- Code des postes et des communications électroniques : articles L. 54 à L. 62, L. 64 et R. 21 à R. 29 ;
- Code de la défense : Article L. 5113-1 ;
- Code de l'urbanisme : articles L.151-43, L.152-7, R. 151-51 et R. 161-8.

### Étendue de la servitude

- Une zone spéciale de dégagement de 125 m de largeur sur une longueur de 15 798 m est définie entre les Centres radioélectriques de Tourrette-Levens / Mont Chauve de Tourrette, n° ANFR 0060140003 et Sospel / Ventabren, n° ANFR 0060140162. Cette zone est figurée en vert sur le plan n° 06-005-FH du 16 février 2006 annexé au décret instituant la servitude.

### Limitation au droit d'utiliser le sol

#### – Dans toutes les zones :

**Interdiction** de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède les cotes fixées par l'arrêté ou le décret instituant les servitudes prévues à l'article R. 21 du Code des postes et des communications électroniques, sans autorisation du ministre dont les services exploitent le centre ou exercent la tutelle sur lui.

**Obligation** pour les propriétaires de procéder si nécessaire à la suppression ou la modification de bâtiments constituant des immeubles par nature en application des articles 518 et 519 du Code civil. À défaut d'accord amiable, l'administration pourra procéder à l'expropriation de ces immeubles.

#### – Dans les zones boisées :

Obligation de solliciter une décision préalable du ministre chargé de la forêt constatant que le maintien de l'état boisé n'est pas reconnu indispensable dans le périmètre des servitudes à imposer ;

#### – Dans la zone spéciale de dégagement:

À l'intérieur de cette zone, toute construction nouvelle, fixe ou mobile, sera limitée aux altitudes NGF reportées en caractères gras sur le profil et le tracé du faisceau figuré sur le plan annexé au décret précité.

# CONTES

## PT<sub>2</sub> – TÉLÉCOMMUNICATIONS

Servitudes de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception  
contre les obstacles

*Personne ou service à consulter*

MONSIEUR LE PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE SUD – SGAMI-SUD  
54 Boulevard Alphonse Allais  
13014 MARSEILLE

Désignation des centres radioélectriques	Actes ayant institué les servitudes
<u>Parcours du faisceau hertzien :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>– du Centre de Tourrette-Levens / Mont Chauve de Tourrette numéro ANFR : 0060140003</li><li>– au Centre de Sospel / Ventabren numéro ANFR : 0060140162</li></ul>	Décret du 08 octobre 2008

# CONTES

## I4 – ÉLECTRICITÉ

**Servitudes relatives aux ouvrages de transport et de distribution d'électricité.  
Servitudes d'ancrage, de surplomb, d'appui, de passage et d'ébranchage ou d'abattage d'arbres**

### Textes de réglementation générale

- Code de l'urbanisme : art L. 151-43, L. 152-7, R. 151-51 et R. 161-8 ;
- Code de l'énergie : art L. 323-10 et R. 323-19 à R. 323-22 ;
- Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 (art 1<sup>er</sup>) ;
- Arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques que doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

### Limitation au droit d'utiliser le sol

- Le concessionnaire peut établir sur les propriétés privées, sans entraîner de dépossession, les servitudes suivantes :
  - **une servitude d'ancrage** : droit d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on puisse y accéder par l'extérieur ;
  - **une servitude de surplomb** : droit de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées sous les mêmes conditions et réserves que celles indiquées précédemment applicables aux servitudes d'ancrage ;
  - **une servitude d'appui et de passage** : droit d'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ;
  - **une servitude d'ébranchage ou d'abattage d'arbre** : droit de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.
- La servitude établie n'entraîne aucune dépossession. La pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir (Code de l'Énergie : L. 323-6) ;
- Le propriétaire d'un terrain grevé de servitudes doit, avant d'entreprendre tous travaux de démolition, réparation, surélévation, toute clôture ou tout bâtiment mentionnés à l'article L. 323-6, en prévenir par lettre recommandée, au moins un mois avant le début des travaux, le gestionnaire du réseau public de distribution concerné (Code de l'Énergie : D. 323-16)
- Obligation pour les propriétaires de réserver l'accès et le libre passage aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations.

# CONTES

## I4 – ÉLECTRICITÉ

**Servitudes relatives aux ouvrages de transport et de distribution d'électricité.  
Servitudes d'ancrage, de surplomb, d'appui, de passage et d'ébranchage ou d'abattage  
d'arbres**

### Personne ou Service à consulter

Pour les lignes électriques à haute ou très haute tension HTB (à partir de 50 kv) :

- RTE  
Groupe Maintenance Réseaux (GMR) COTE D'AZUR  
Chemin de la Gare de Lingostière  
Saint-Isidore CS 23 247  
06 205 NICE

Pour les lignes électriques à moyenne ou basse tension HTA (inférieure à 50 kv) :

- ENEDIS (ERDF)  
Direction territoriale des Alpes-Maritimes  
125 avenue de Brancolar  
06 173 NICE CEDEX 2

Désignation des lignes	Actes ayant institué les servitudes
<b><u>a) Lignes à haute tension</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Ligne aérienne 150 000 volts LINGOSTIERE – ST DALMAS-ROQUEBILLIERE</li> <li>– Ligne aérienne 63 000 volts CONTES – COURBAISSE – ST JEAN LA RIVIERE</li> <li>– Ligne aérienne 63 000 volts CONTES – TRINITE VICTOR</li> <li>– Ligne aérienne 63 000 volts CONTES – PEILLE</li> <li>– Ligne aérienne 63 000 volts CARLO – CONTES</li> <li>– Ligne aérienne 225 000 volts TRINITE VICTOR – CAMPOROSSO – MENTON</li> <li>– Ligne souterraine 63 000 volts CONTES – TRINITE VICTOR 2</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Arrêté préfectoral</li> <li>– Convention amiable</li> </ul>
<b><u>b) Poste de transformation</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Poste de transformation à 63 000 volts : CONTES</li> </ul>	
<b><u>c) Lignes à moyenne et basse tension</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Toutes lignes aériennes et souterraines</li> </ul>	

# CONTES

## AS<sub>1</sub> – CONSERVATION DES EAUX

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection autour des captages d'eau destinées à l'alimentation en eaux potables et des sources d'eaux minérales naturelles.

### Textes de réglementation générale

- Protection des captages d'eau destinées à l'alimentation en eaux potables :
  - Code de l'environnement : article L. 215-13 ;
  - Code de la santé publique : articles L. 1321-2, L. 1321-2-1, L. 1321-2-2 et R. 1321-6 à R.1321-14 ;
  - Arrêté du 6 août 2020 relatif aux modalités d'instauration d'un simple périmètre de protection immédiate pour les captages d'eau destinée à la consommation humaine pris en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du Code de la santé publique ;
  - Circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine
- Code de l'urbanisme : art L.151-43, L.152-7, R. 151-51 et R. 161-8.

### Limitation au droit d'utiliser le sol

#### - **Périmètre de protection immédiate (PPI) :**

Le PPI sera constitué d'une surface circulaire de 4 m de diamètre autour du forage sur la parcelle n° 176 section BA du plan cadastral de Contes appartenant à la commune.

Tous les travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols sont interdits en dehors de ceux qui sont explicitement autorisés par l'arrêté préfectoral déclaratif d'utilité publique du 01/03/09 (article R. 1321-13 du Code de la santé publique).

#### • Prescriptions dans le PPI :

- Ce périmètre sera clôturé par une enceinte grillagée munie d'un portail d'accès. Un débroussaillage régulier sera assuré à l'intérieur des clôtures.
- Le fossé bordant la route départementale sera imperméabilisé sur 10 m à l'amont et 10 m à l'aval du forage.
- Les ouvrages de captage seront fermés par un dispositif à serrure ou à cadenas.
- Toutes activités et faits autres que ceux qui sont nécessités par le service et l'entretien seront interdits en particulier l'emploi de produits phytosanitaires et d'engrais.

#### - **Périmètre de protection rapprochée (PPR) :**

Le PPR sera constitué de la parcelle n° 176 section BA du plan cadastral de la commune de Contes appartenant à la commune.

Sont interdits les travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine.

## CONTES

### AS<sub>1</sub> – CONSERVATION DES EAUX

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection autour des captages d'eau destinées à l'alimentation en eaux potables et des sources d'eaux minérales naturelles.

- Prescriptions générales dans le PPR :

- Dans ce périmètre, toutes les installations et activités pouvant influencer directement ou indirectement sur la qualité des eaux superficielles et ou souterraines doivent être en conformité avec la réglementation en vigueur. Les installations ou activités qui n'obéiraient pas à cette réglementation doivent être mises en conformité.
- Les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques, produits radioactifs sont interdits.
- Toute activité susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux superficielles ou souterraines est interdite.

- Prescriptions particulières dans le PPR :

- **REJETS :**  
Les rejets et épandages d'eaux usées de toute nature, même traitées, de matière de vidange, boues de station d'épuration, compost et lisiers sont interdits.
- **ASSAINISSEMENT :**  
Les assainissements individuels des constructions existantes devront être contrôlés et mis en conformité. Le raccordement au réseau public d'assainissement sera la règle pour les constructions non encore raccordées lorsque cela sera possible.
- **ACTIVITÉS AGRICOLES :**  
L'utilisation de produits phytosanitaires et d'engrais sont tolérés sous réserve de respecter les doses conseillées par les fabricants et la législation en vigueur, pour éviter toute concentration préjudiciable à la qualité des eaux de la nappe. Le stockage des fumiers, purins et autres produits, issus des activités agricoles existantes, devra être réalisé à l'intérieur du périmètre rapproché.
- **CAMPING :**  
L'installation des campings est interdite à moins de 200m d'un captage. Les éventuelles créations devront être raccordées au réseau public d'assainissement.
- **FORAGE ET PUIITS :**  
La création de nouveaux puits et forages est réservée aux usages communaux et ne devra pas interférer avec le présent forage.
- **EXCAVATIONS, CARRIÈRES, SABLIERES :**  
Toute création ou extension de carrières et exploitation de matériaux divers est interdite ainsi que l'ouverture et d'excavations ou leurs remblais. Il est interdit d'y déverser tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux de la nappe.
- **DÉPÔTS D'HYDROCARBURES ET PRODUITS CHIMIQUES :**  
L'installation de réservoirs souterrains de produits chimiques et d'hydrocarbures est interdite. Les stockages existants n'ayant pas été réalisés selon ce type seront munis d'une enceinte de récupération. Aucune canalisation souterraine nouvelle ne pourra être installée à l'exclusion des réseaux d'eau potable, des réseaux d'assainissement et de distribution de gaz domestique sous la responsabilité de la commune.

## CONTES

### AS<sub>1</sub> – CONSERVATION DES EAUX

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection autour des captages d'eau destinées à l'alimentation en eaux potables et des sources d'eaux minérales naturelles.

– **ÉTABLISSEMENT CLASSES :**

Leur installation ou ceux utilisant des produits polluants est interdite.

– **CONSTRUCTIONS NOUVELLES :**

Les constructions nouvelles sont tolérées sous réserve de ne pas abriter d'activité présentant un risque de pollution et d'être raccordées au réseau public d'assainissement.

– **Périmètre de protection éloigné (PPE) :**

Le périmètre est défini à l'échelle du 50 000e. Au plan géologique, il recouvre les affleurements de calcaire nummulitique bordant le synclinal.

Dans le périmètre éloigné, les activités, installations, dépôts susceptibles de nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux, peuvent être réglementés mais non interdits (art.L.20 du Code de la santé publique).

La mise en place d'un périmètre de protection éloignée n'étant pas rendue obligatoire par les textes, ce périmètre est défini à titre d'information sur l'origine des eaux alimentant les captages.

Dans ce périmètre, seule la réglementation générale sera applicable ; il conviendra d'appliquer rigoureusement les prescriptions du règlement sanitaire départemental et de soumettre à l'avis de l'administration toute activité ou fait qui pourrait être susceptible d'altérer la qualité des eaux.

Tout aménagement devra être compatible avec la préservation de la qualité des eaux de ruissellement susceptible d'atteindre le captage.

Personne ou Service à consulter

- Agence régionale de santé Paca  
Délégation territoriale des Alpes-Maritimes  
CADAM 147 Boulevard du Mercantour – Bâtiment Mont des Merveilles  
06 286 Nice cedex 3

Désignation des points de prélèvement	Dates des DUP propres à chacun
– Forage du Pilon, sur la commune de Contes	– 01/03/99

## CONTES

### AS<sub>1</sub> – CONSERVATION DES EAUX

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection autour des captages d'eau destinées à l'alimentation en eaux potables et des sources d'eaux minérales naturelles.

#### Textes de réglementation générale

- Protection des captages d'eau destinées à l'alimentation en eaux potables :
  - Code de l'environnement : article L. 215-13 ;
  - Code de la santé publique : articles L. 1321-2, L. 1321-2-1, L. 1321-2-2 et R. 1321-6 à R.1321-14 ;
  - Arrêté du 6 août 2020 relatif aux modalités d'instauration d'un simple périmètre de protection immédiate pour les captages d'eau destinée à la consommation humaine pris en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du Code de la santé publique ;
  - Circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine
- Code de l'urbanisme : art L.151-43, L.152-7, R. 151-51 et R. 161-8.

#### Limitation au droit d'utiliser le sol

##### - Périmètre de protection éloigné (PPE) :

Il concerne les communes de Bendejun, Blausasc, Cantaron, Châteauneuf-Villevieille, Coaraze, Contes, Drap, Duranus, Eze, Levens, Peille, Peillon, Tourrette-Levens, La Trinité, La Turbie.

Dans ce périmètre, les projets d'aménagement susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux superficielles et souterraines, notamment les forages, l'ouverture de carrières, la création de dépôts et de rejets de matières pouvant provoquer des nuisances, l'élevage concentré, les constructions collectives ou individuelles, seront soumis à l'avis de l'Agence régionale de santé, qui jugera de l'opportunité d'un avis hydrologique, et éventuellement d'un avis du Conseil départemental de l'Environnement et des risques sanitaires et technologiques.

#### Personne ou Service à consulter

- Agence régionale de santé Paca  
Délégation territoriale des Alpes-Maritimes  
CADAM 147 Boulevard du Mercantour – Bâtiment Mont des Merveilles  
06 286 Nice cedex 3

Désignation des points de prélèvement	Dates des DUP propres à chacun
- Forage de la Sagna sur la commune de Cantaron	- 08/07/1993



## CONTES

### A<sub>5</sub> – CANALISATIONS PUBLIQUES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau (potable) et d'assainissement (eaux usées ou pluviales).

#### Textes de réglementation générale

- Code rural et de la pêche maritime, art L. 152-1, L. 152-2, L. 152-13 et R. 152-1 à R. 152-15 ;
- Code de l'urbanisme, art L. 151-43, L. 152-7, R. 151-51 et R. 161-8.

#### Limitation au droit d'utiliser le sol

La servitude oblige les propriétaires et leurs ayants droit à s'abstenir de tout faire de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage.

Si le rejet d'une demande de permis de construire a pour motif l'exercice du droit de servitude dans la parcelle considérée, son propriétaire peut requérir son acquisition totale par le maître de l'ouvrage, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation.

Si le permis de construire est accordé sous réserve d'un déplacement des canalisations, les frais de ce déplacement sont à la charge du bénéficiaire de la servitude.

La servitude donne à son bénéficiaire le droit :

- d'enfouir dans une bande de terrain dont la largeur est fixée par le préfet, mais qui ne pourra dépasser 3 mètres, une ou plusieurs canalisations, une hauteur minimum de 0,60 mètre étant respectée entre la génératrice supérieure des canalisations et le niveau du sol après les travaux ;
- d'essarter, dans la bande de terrain mentionnée ci-dessus et, le cas échéant, dans une bande plus large déterminée par l'arrêté préfectoral, les arbres susceptibles de nuire à l'établissement et à l'entretien de la canalisation ;
- d'accéder au terrain dans lequel la conduite est enfouie, les agents chargés du contrôle bénéficiant du même droit d'accès ;
- d'effectuer tous travaux d'entretien et de réparation.

#### Étendue de la servitude

- Voir arrêté préfectoral.

#### Personne ou service à consulter

- Compagnie concessionnaire pour la distribution de l'eau potable.
- Mairie et service compétent pour les autres canalisations.

Types de canalisations	Actes ayant institué les servitudes
– Canalisation publique d'eau potable	– Arrêté préfectoral

